

Burkina Faso

En 2015, le Burkina Faso a réalisé des progrès appréciables sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté un Code minier révisé qui comprend de nouvelles dispositions interdisant le travail des enfants dans les mines. Il a également renouvelé son plan d'action national annuel de lutte contre la traite des êtres humains et le programme national de lutte contre le travail des enfants dans les sites d'orpaillage et les carrières artisanales. Afin d'améliorer la collecte de données sur le travail des enfants, le ministère de l'Action sociale et la Solidarité nationale a établi un système intégré de base de collecte de données sur la protection de l'enfant qui est connecté aux 45 comités de vigilance et de surveillance du pays. Toutefois, au Burkina Faso, des enfants sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation des mines d'or et la récolte du coton. Le manque d'inspecteurs du travail et les ressources limitées pour l'application systématique des lois sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à protéger les enfants des pires formes de travail des enfants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, au Burkina Faso, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Mise en application	Accroître sensiblement le nombre des inspecteurs du travail chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants conformément à la recommandation de l'OIT.	2014 – 2015
	Veiller à ce que ceux qui sont chargés de l'application des lois sur le travail reçoivent assez de moyens pour s'acquitter de leurs responsabilités, notamment en effectuant un nombre adéquat d'inspections et en assurant le suivi après les inspections pour que les recommandations soient bien mises en œuvre.	2009 – 2015
	Rendre accessibles au public les statistiques concernant l'application des lois sur le travail des enfants, y compris le nombre et le type d'inspections menées, les infractions constatées et les sanctions imposées.	2009 – 2015
	Inclure le nombre des infractions concernant le travail des enfants dans le rapport annuel du ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales.	2015
	Établir un mécanisme pour tenir un registre de tous les appels reçus par la ligne d'assistance téléphonique gratuite pour la protection de l'enfance et suivre les affaires de travail des enfants pour leur prise en charge par les organismes d'application des lois ou les prestataires de services sociaux.	2015
	Renforcer l'inspection du travail en effectuant des inspections de routine et des inspections ciblées.	2015
	Coordination	Veiller à ce que les organes de coordination disposent de ressources adéquates, telles que des ordinateurs et de l'électricité, et qu'ils puissent collaborer pour s'attaquer sérieusement aux questions concernant la traite des enfants.
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans les politiques existantes.	2013 – 2015
	Veiller à ce que les comités de surveillance soient en mesure de se réunir régulièrement pour examiner les accords bilatéraux portant sur	2015

	la lutte contre la traite des enfants et le Traité d'amitié et de coopération.	
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité et en augmentant le nombre d'écoles et d'enseignants dans les zones rurales.	2010 – 2015
	Veiller à ce que tous les enfants puissent obtenir des pièces d'identité, notamment des actes de naissance pour s'inscrire à l'école.	2010 – 2015
	Développer les programmes existants de lutte contre le travail des enfants dans la production du coton et l'exploitation des mines d'or ; élaborer des programmes pour s'attaquer à d'autres formes de travail des enfants, notamment le travail domestique.	2009 – 2015
